

Du « forum » à l' « atelier » : le tournant esthétique de la participation urbaine institutionnelle...

Ces cinquante dernières années, à Bruxelles et dans beaucoup de villes occidentales, l'institutionnalisation de la participation des citoyens à la fabrique de la ville constitue l'une des évolutions les plus notoires de la pratique urbanistique. En retour, la fabrique urbaine est probablement le domaine de l'action publique où la démocratie participative a trouvé son terrain le plus fertile. Ainsi, dès les années 1970, différents pouvoirs publics ont mis en place des dispositifs qui invitent les citoyens à participer aux décisions relatives au devenir de la ville, côte à côte avec des acteurs politiques et des professionnels de l'urbain.

Dans un premier temps, la plupart de ces dispositifs ont pris la forme d'assemblées, qui visent à informer et à consulter les citoyens sur des projets d'aménagement, des opérations de rénovation urbaine, des plans de gestion d'un quartier, ou encore l'élaboration de documents réglementaires d'urbanisme. En généralisant, on peut dire que ces dispositifs sont pensés sur le modèle du débat public ou du « forum » et reposent sur une conception délibérative de la participation. Ce modèle valorise les discussions argumentées, orientées vers l'intérêt général. Il fonde ses promesses démocratiques sur une articulation entre le *logos* – compris comme discours et raison – et le politique.

Or, depuis une vingtaine d'années, ce modèle est progressivement entré en crise. Les assemblées où se débattent des projets urbains sont vivement critiquées, à la fois par les citoyens invités à y participer, par ceux qui les organisent et par les chercheurs qui en ont fait leurs terrains d'études. Ils mettent en cause des problèmes récurrents qui touchent ces dispositifs : l'absence du public ou la faible diversité des publics qui y participent ; leur survalorisation d'échanges discursifs basés sur l'argumentation, qui exclut ceux et celles qui n'en maîtrisent pas les codes ; la focalisation des débats sur des registres fonctionnels, techniques et réglementaires, qui accentuent les asymétries entre les citoyens et les « experts » ; leur préconception des enjeux pertinents, supposés répondre à l'« intérêt général » et qui s'avèrent pourtant éloignés des engagements et des intérêts des citoyens eux-mêmes ; mais aussi leur absence d'effets concrets sur la fabrique de la ville.

En partie en raison de ces critiques, on assiste depuis les années 2000 à une diversification des manières dont les pouvoirs publics essayent de faire participer les citoyens à la fabrique de la ville. **Marches exploratoires, jeux de rôle, reportages photographiques, expositions des dessins d'un quartier vu par ses habitants, ateliers de création de maquettes, budgets participatifs, fab labs...** En plus des assemblées où la fabrique urbaine est débattue publiquement, dans une perspective dominée par la rationalité, les pouvoirs publics mettent en œuvre des dispositifs qui font la part belle aux dimensions sensibles, émotionnelles, affectives, mais aussi expressives, imaginatives et créatives du rapport des participants à la ville. Avec ces nouveaux moyens, ce sont aussi les objets de la participation qui semblent s'être diversifiés. **Ainsi, il ne s'agit plus seulement de participer à des projets d'architecture ou d'urbanisme au sens restreint, mais plus largement, à des projets qui relèvent du paysagisme, de l'art, du design ou encore de la culture, des loisirs et de l'événementiel. Ça et là, les citoyens sont donc invités à participer à la réalisation d'un banc ou d'une fresque, à développer un potager urbain, à organiser une fête, une parade ou un repas collectif.**

C'est ce passage d'une participation pensée majoritairement sur le modèle du débat public ou du « forum » à une participation pensée sur le modèle de l'« atelier » ou du workshop que je nomme le tournant esthétique de la participation urbaine.

Ce tournant, encore en cours, semble accueilli par beaucoup avec enthousiasme. Ainsi, les dispositifs pensés sur le modèle de l'atelier seraient plus proches du vécu, des sensibilités et des intérêts des citoyens que les assemblées où se débattent des projets urbains. Ils auraient dès lors le mérite d'être plus accessibles et plus attractifs pour des personnes autrement peu enclines à faire entendre leur voix dans des débats publics, largement dominés par les experts de la ville et du politique. Ils seraient aussi plus visuels, plus incarnés, plus « concrets », les rendant plus propices à faire émerger des compétences et des savoirs directement mobilisables dans la fabrication collective de la ville. Les dispositifs pensés sur le modèle de l'atelier joueraient ainsi à nouveaux frais les promesses démocratiques de la participation, en articulant cette fois esthétique et politique. **Ainsi, des engagements et des intérêts à dominante esthétique – l'esthétique comprise au sens tant de l'expérience sensible que de l'activité créative – favoriseraient par exemple une plus grande inclusion des citoyens au devenir de la ville, une symétrie entre leurs pouvoirs et ceux d'autres acteurs, mais aussi leur émancipation ou encore des manières renouvelées de créer du commun.**

Or, si beaucoup saluent le tournant esthétique de la participation urbaine avec enthousiasme, déjà, **des voix critiques s'élèvent pour dénoncer ses promesses non tenues ou pointer ses limites. Une partie de ces critiques, que l'on pourrait qualifier d'« internes », mettent directement en cause l'articulation entre esthétique et politique. Ainsi, certains soulignent les risques de dépolitisation qui accompagnent l'esthétisation de la participation et de l'expérience urbaines.** Pour ceux-ci, la focalisation sur des engagements et des intérêts esthétiques rendrait difficile l'émergence d'une critique argumentée, tout autant que des projets urbains répondant à de véritables enjeux sociaux et politiques. D'autres, *a contrario*, voient dans ce tournant le risque de subordination de l'esthétique par l'éthique ou par le consensus démocratique, au détriment de la qualité urbaine et de l'autonomie des champs de l'architecture, de l'urbanisme ou des arts. Ces critiques reconduisent les tensions bien connues entre sensibilité et rationalité, entre subjectivité et bien commun, critique artiste et critique sociale. **D'autres critiques pointent moins l'articulation entre le politique et l'esthétique en tant que telle, que des facteurs « externes », susceptibles de mettre cette articulation en péril. En cause, les « suspects usuels » : le « Marché » et l'« État ».** De fait, les nouveaux dispositifs de participation urbaine pensés sur le modèle de l'atelier se seraient avérés particulièrement compatibles avec les politiques d'attractivité, davantage orientées vers la captation des capitaux et de ceux qui les détiennent, que vers la politisation des citoyens et la création de qualités urbaines partagées par tous. De même, bien que ces dispositifs se veuillent « innovants », il n'échappent pas aux problèmes que l'on attribue souvent à l'« institution ». D'une part, s'agissant de dispositifs mis en place à l'initiative des pouvoirs publics, et animés par des « professionnels » de la participation, ils ne remettraient pas fondamentalement en cause les rapports de force entre les citoyens et les experts de la ville et du politique. D'autre part, la multiplication de ces dispositifs innovants n'aurait paradoxalement pas été placée sous le signe de la diversification et de l'inventivité mais plutôt de la standardisation. Ils seraient ainsi reproduits machinalement au mépris des spécificités locales et d'enjeux réels, réduits à de simples outillages, sans conséquences tangibles sur la fabrique urbaine.

...À l'épreuve de la société civile

Partant de ce premier faisceau de constats empiriques et d'éléments analytiques qui dessinent la problématique de la thèse, le défi qu'il s'agit de relever est double. D'une part, le tournant esthétique de la participation urbaine n'a pas été identifié comme tel, ou, du moins, pas de manière systématique. Il s'agit donc de décrire et de spécifier les conditions de son émergence ainsi que les modalités de son déploiement en situation. D'autre part, il s'agit de prendre au sérieux les critiques dont il fait l'objet, tout en laissant aux promesses dont il est assorti des chances de s'accomplir. De fait, la conviction sur laquelle repose cette thèse est qu'il y a des raisons de continuer à essayer d'incarner les promesses qu'il contient, ne serait-ce que parce qu'il permet de pluraliser et d'enrichir les modalités de participation légitimes au sein de la fabrique urbaine, longtemps réduites à la seule sphère délibérative. Mais la raison principale pour ne pas abandonner trop vite est que ce tournant ne semble pas sans lien avec une certaine « demande sociale ». Un tour par le terrain montre en effet que ce tournant entretient des liens avec des mobilisations et des initiatives émanant de différentes franges de la société civile – des citoyens « ordinaires », des membres du milieu associatif et militant, mais aussi des architectes, des urbanistes, des artistes... En ce sens, il peut être interprété comme un témoignage des manières dont des expérimentations spontanées, émanant de citoyens ou encore de créateurs « engagés » se sont pérennisées, formalisées voire professionnalisées, mais aussi comme un témoignage des tentatives des institutions de prendre en compte et d'officialiser des propositions émanant de la société civile, d'apprendre et de relayer des manières de faire de cette politique vivante.

La proposition ici faite pour relever ce double défi est donc de décaler en partie le regard, en ne s'intéressant pas directement et surtout pas uniquement aux dispositifs institutionnels de participation. **Ma première hypothèse, plutôt de nature factuelle, pose que le tournant esthétique de la participation urbaine déborde son versant institutionnel, et qu'il prend entre autres ses sources dans des mobilisations et initiatives de citoyens, de militants, de créateurs engagés qui, depuis les luttes urbaines des années 1960, scandent l'histoire de la production de la ville. Cette hypothèse a des implications « généalogiques »,** dans la mesure où elle incite à relire le tournant esthétique de la participation urbaine institutionnelle en mettant en évidence ses liens de parenté voire parfois de filiation directe avec des dynamiques participatives émanant de mouvements sociaux et de la contre-culture. **La seconde hypothèse est plutôt de nature normative, et a des implications évaluatives et prospectives. Elle pose que c'est au sein de mobilisations et d'initiatives de la société civile, et non dans des dispositifs institutionnels, que les promesses politiques à la base du tournant esthétique de la participation urbaine se sont le mieux incarnées, fournissant des leviers de résistance face aux critiques dont il est aujourd'hui l'objet.** Enfin, les deux hypothèses mises bout à bout invitent à nous interroger sur les manières dont l'institution a plus ou moins bien accueilli des mobilisations et initiatives de la société civile. **Mesurer les écarts entre des moments de politique spontanées et leurs éventuelles percolations dans des dynamiques participatives ultérieures, permet de saisir comment nous avons hérité de ces mobilisations et initiatives de la société civile et, éventuellement, comment nous pourrions mieux en hériter.**

Une recherche en terrains bruxellois...

Pour concevoir ces hypothèses et les mettre à l'épreuve, **la thèse s'appuie sur un travail empirique conséquent**. En effet, pressentir et rendre tangible l'existence ainsi que, dans certaines conditions, la pertinence du tournant esthétique de la participation urbaine demande d'être plongé au coeur de la ville telle qu'elle est fabriquée *de facto*. À ce titre, **Bruxelles s'avère un cadre particulièrement fécond**. En effet, la ville possède depuis les années 1960 une histoire riche et continue de mobilisations et d'initiatives citoyennes en tous genres, qui ont profondément changé ses formes et les manières de les produire. Elle est aussi témoin, depuis la fin des années 1970, de politiques volontaristes en termes de participation, incarnées dans une série de dispositifs et de projets urbains. Elle permet donc d'observer, sur le temps long et jusque dans la matière même de la ville, des tendances qui se dégagent de la participation urbaine, ainsi que des potentielles percolations entre des pratiques non formatées, émergentes, et des procédures inscrites dans des dispositifs publics davantage objectivés.

Le corpus rassemblé dans cette thèse est majoritairement constitué de sources « primaires », c'est-à-dire produites par les acteurs en situation, sans reconstruction *a posteriori*. Il comporte des sources écrites, mais aussi graphiques, sonores, audiovisuelles, spatiales... Procès-verbaux de réunions, échanges de courrier, commentaires sur les réseaux sociaux mais aussi plans, dessins, photographies, maquettes, émissions radio, films, côtoient ainsi des traces matérielles inscrites dans l'espace et le temps de la ville : l'étendue d'un trottoir, la disposition d'un banc, le sens d'appareillage des pierres, un événement festif qui constitue entretemps un rendez-vous annuel, et puis, au détour d'une rue, un graffiti qui n'a pas été effacé.

...Avec plusieurs alliés théoriques à l'appui

La dimension résolument empirique et inductive de la thèse n'exclut pas un appareillage théorique, qui permet de guider le travail de terrain et sa conceptualisation. **La thèse puise bien entendu dans certaines études en urbanisme, en architecture et en art. Elle emprunte à l'histoire et à la sociologie, et plus spécifiquement à la sociologie de sensibilité dite « pragmatique », certaines de leurs méthodes et approches. Mais c'est probablement le Pragmatisme, ce courant de la philosophie américaine né à la fin du XIX^{ème} siècle, qui donne à la thèse sa cohérence, et qui constitue sa principale armature méthodologique et épistémologique, mais aussi conceptuelle et normative.** Ce courant, qui a comme principaux représentants Charles S. Peirce, William James, John Dewey ou encore Georges H. Mead, place l'« expérience » concrète et ses conséquences au centre des préoccupations des penseurs mais aussi de tout un chacun. Ainsi, la méthode de description et d'analyse du corpus empirique peut être qualifiée de « pragmatiste », dans la mesure où elle appréhende la fabrique et la participation urbaines telles qu'elles sont « en train de se faire », mais aussi à l'aune de leur portée, de leurs conséquences, bref, des différences pratiques, réelles et observables qu'elle font dans le monde (James, 2007a : 120). Plus particulièrement, c'est la philosophie de John Dewey qui est le plus souvent convoquée. De fait, Dewey est le penseur qui a porté le plus loin la dimension politique mais aussi esthétique du Pragmatisme, tout en étant un penseur des continuums. Un grand nombre de ses écrits (par exemple, Dewey, 2010a et 2010b) constituent donc des sondes pour penser les articulations entre participation « sauvage » et participation « d'élevage », entre esthétique et politique mais aussi les conditions de possibilité d'une participation qui serait exigeante tant en termes de qualité urbaine que de processus démocratique.

Principaux résultats

Bien que la **première hypothèse aux accents généalogiques** soit mise à l'épreuve dans l'ensemble de la recherche, sur une période qui va des années 1960 à aujourd'hui, c'est le **premier Mouvement** de la thèse, intitulé « **Les Terreaux de la Recherche** », qui l'illustre probablement le mieux. Ce Mouvement permet d'appréhender la question du « tournant », comme une inflexion qui se produit sur le temps long, à l'aune de différentes conditions d'émergence. Il est donc abordé **dans une perspective historique** et avec une focale courte, qui favorise la **vue d'ensemble**. Le lecteur se trouve ici plongé dans le récit de mobilisations et d'initiatives spontanées marquantes, qui ont scandé la fabrique urbaine bruxelloise depuis les années 1960 à 2000. **Le récit s'ouvre sur les « luttes urbaines »**, portées par des Bruxellois mobilisés contre la modernisation radicale de la ville et contre un urbanisme opéré « en chambre » par des experts du politique et de la ville. À l'urbanisme fonctionnaliste, à ses tables rases, ses zonages, son culte du progrès (et de l'automobile), à ses ambitions métropolitaines et son gouvernement jugé technocratique, les citoyens mobilisés vont opposer une vision culturaliste et située de l'urbanisme, avec ses attachements aux lieux, sa vie de quartier, son lien avec un héritage urbain mais aussi la nécessité de faire advenir une démocratie locale, par et pour les habitants. **Le récit se poursuit en mettant en évidence toute une série d'expérimentations qui vont de l'habitat autogéré au mouvement squat, en passant par des actions des avant-gardes artistiques, qui ont ponctué la ville de performances et d'installations éphémères et, plus tard, des formes d'activisme urbain dans des espaces en attente ou délaissés de la ville.** Nous voyons comment différents collectifs et artistes engagés ont proposé des manières alternatives d'habiter, d'imaginer et de créer la ville, avec des moyens qui étaient ceux des arts, de la culture ou des arts de vivre, dans une perspective qui était celle du faire, c'est-à-dire en « mettant la main à la pâte » pour façonner eux-mêmes leur environnement, en dehors des circuits étatiques et économiques officiels. **Enfin, le récit réserve une place aux conséquences de ces mobilisations et initiatives de la société civile et leur percolation progressive dans le cadre institutionnel.** Le récit rend par exemple perceptible comment, à la suite des luttes urbaines et sous la pression des citoyens, les pouvoirs publics mettent en place des dispositifs d'information-concertation, caractéristiques du modèle du « forum ». **Plus fondamentalement, le premier Mouvement montre les manières dont, graduellement, la fabrique urbaine s'est ouverte à des agencements, des outils, des méthodes et des types de projets qui caractérisent le tournant esthétique de la participation urbaine institutionnelle que nous connaissons aujourd'hui, et qui sont « augurés » par des expérimentations de la société civile menées pendant cette période.** C'est que, dès les luttes urbaines, on voit apparaître des pratiques qui permettent de comprendre le territoire à partir de perceptions sensibles (marches, déambulations...); des médiums expressifs qui rendent publics les enjeux qui ont trait à la ville, et dont l'une des principales caractéristiques est d'en appeler à la « sensibilité » de l'opinion (pamphlets, caricatures, dessins humoristiques, calicots, saynètes...); des outils qui permettent de figurer et de représenter des espaces et des projets, afin de les décrire ou les communiquer mais aussi de les concevoir ou de les réaliser collectivement (contre-projets, maquettes collectives, systèmes DIY). C'est aussi pendant cette période que, déjà, se dessine la notion d'« atelier » ou de workshop et que montent en puissance des modalités de la fabrique urbaine où la dimension qualitative de la ville domine, en plus ou au-delà de ses dimensions techniques, fonctionnelles et réglementaires.

Bien qu'elle soit également travaillée tout au long de la thèse, la seconde hypothèse, qui ouvre la voie vers la part évaluative et prospective de la démonstration, est davantage rendue explicite dans **le deuxième Mouvement** de la thèse. Dans ce Mouvement, intitulé « **Les terrains de la recherche** », la focale s'allonge, permettant **une vue détaillée**. La perspective adoptée est **praxéologique et écologique**, c'est-à-dire, attentive aux acteurs et à leurs actions en situation. Ici, **les récits portent plus particulièrement sur quatre terrains, quatre affaires qui ont mobilisé la société civile dans l'action et le débat en commun autour de problématiques liées à la production officielle de la ville**. Deux d'entre elles - **l'affaire de Meudon et l'affaire Flagey** - concernent des questions d'aménagement et se jouent en partie dans des arènes participatives « classiques », au sein desquelles les citoyens importent en force des médiums et des enjeux esthétiques. Les deux autres - **l'affaire Art on Cows et l'affaire Bonom** - concernent des pratiques esthétiques qui jouent comme exhausteurs de participation ou qui étendent le spectre de ce qu'il s'agit d'entendre par participation : le marketing culturel urbain pour l'une, le street art pour l'autre. Les citoyens mobilisés y questionnent la légitimité de pratiques esthétiques émergentes dans l'espace public et les manières dont ces pratiques sont favorisées ou, au contraire, interdites par les institutions. Ces deux mobilisations ont cours cette fois en grande partie en dehors des arènes participatives classiques. Elle se jouent par exemple à même la ville ou encore dans des médias alternatifs et sur les réseaux sociaux. Pour chacune de ces quatre affaires, le récit se prolonge en suivant leurs conséquences, notamment dans le cadre de mobilisations et d'initiatives citoyennes ultérieures, dans la matérialité de la ville, mais aussi, bien sûr, dans des dispositifs institutionnels de participation. Chacune à leur manière, ces affaires permettent de montrer comment, petit à petit, la société civile a contribué à la remise en cause de la participation institutionnelle pensée sur le modèle du « forum », mais aussi à l'émergence et à la diffusion d'agencements, de méthodes, d'outils pensés cette fois sur le modèle de l'« atelier », et qui font ouvertement la part belle aux dimensions sensibles, émotionnelles, affectives, mais aussi expressives, imaginatives et créatives de nos rapports à la ville. Mais plus que tout, **ces affaires nous permettent de pointer des pistes de réflexion et d'action pour mieux incarner les promesses et répondre aux critiques dont le tournant esthétique de la participation urbaine institutionnelle est assorti**. Dans ces affaires, en effet, les citoyens mobilisés ont articulé des engagements et des intérêts esthétiques à de claires velléités politiques, en se plaçant cependant en-deçà ou à l'encontre de logiques procédurales, technicistes, gestionnaires, managériales, sécuritaires, marchandes et publicitaires. **Le deuxième Mouvement de la thèse s'attaque de front aux possibilités d'articulation entre esthétique et politique, ainsi qu'aux obstacles épistémologiques et pratiques qui fragilisent ces articulations**. Il est ainsi ponctué d'une série d'**Interludes**, sortes de reprises analytiques et théoriques plus poussées du terrain, qui abordent les conditions d'articulation entre, par exemple, sensibilité et cognition, émotions et raisonnement, imagination et délibération, art et critique politique, expérimentation et institution, originalité et consensus, qualité urbaine et création collective... Ces Interludes débouchent sur une série de propositions pour répondre en partie aux critiques dont fait l'objet le tournant esthétique de la participation urbaine institutionnelle, en ce compris lorsqu'il est menacé par des formes de réification ou imbriqué dans des logiques capitalistes et des politiques néolibérales.

Enfin, **à la croisée de cette double démonstration**, on trouve la Finale. En partant du constat que le tournant esthétique de la participation urbaine institutionnelle est « héritier » de mobilisations et d'initiatives portées par la société civile, mais que cet héritage reste partiel, **la Finale avance une proposition sur des manières**

« radicales » dont « l'institution » peut hériter de formes de participation qui émergent de la société civile, que ce soit au sein de la fabrique urbaine, mais aussi plus largement, au sein du monde qui est le nôtre.

Une série de contributions

En guise de conclusion, j'aimerais revenir ici sur ce que j'espère être les principales contributions de cette thèse à la ville et sa production.

Une première contribution se situe à un niveau empirique et descriptif. Ce travail vient compléter les études qui traitent de la fabrique et de la participation urbaines, telles qu'elles se jouent concrètement. À travers la description épaisse de nombreux terrains, la thèse place le lecteur au coeur d'interactions entre la société civile et les institutions ; au coeur de la création, de l'hybridation, de la circulation et des transformations de dispositifs, d'agencements, d'outils et d'enjeux participatifs ; et, bien entendu, au coeur de la ville, de ses formes, de ses ambiances, des ses usages et de son évolution.

La seconde est d'ordre méthodologique et épistémologique. Cette thèse constitue un apport pour les chercheurs et chercheuses qui s'intéressent aux méthodes mixtes, ainsi qu'aux postures épistémologiques qui permettent de retracer les continuums entre des domaines et/ou des champs de recherche généralement disjoints.

La troisième contribution est analytique et compréhensive. La thèse propose ainsi un travail conceptuel qui, tout en prenant ses sources dans la complexité du réel, apporte des prises pour l'appréhender et s'y raccrocher. Outre le « tournant esthétique de la participation urbaine », conceptualisation englobante qui traverse le travail, la thèse propose une extension et un enrichissement de ce que le politique, l'esthétique et la participation veulent dire.

Enfin, la thèse est une ouverture vers l'opérationnalisation. Elle avance de véritables « propositions », qui, si elles sont bel et bien « théoriques », se veulent avant tout des guides pour orienter l'action, et dont l'intérêt ne pourra pleinement être évalué qu'à l'aune de leurs conséquences pratiques. En ce sens, la thèse intéresse autant le milieu académique que des citoyens, des militants, des artistes, des professionnels, des élus en prises avec la participation et la fabrique urbaines, mais aussi, plus largement en prises avec la démocratie comme participation de tout un chacun au mode dans lequel nous vivons.

Mots clés

Bruxelles ; ville ; fabrique urbaine ; participation ; politique ; esthétique ; société civile ; institutions ; empirie ; interdisciplinarité ; Pragmatisme

Bibliographie sélective

- AWAN N., SCHNEIDER T. & TILL J. (2011), *Spatial agency. Other ways of doing architecture*, London/New York, Routledge.
- BERGER M. (2014), « La participation sans le discours. Enquête sur un tournant sémiotique dans les pratiques de démocratie participative », in *EspacesTemps.net*, Travaux, mis en ligne le 15 septembre 2014. URL: <http://www.espacestemp.net/articles/la-participation-sans-lediscours/>
- BONACCORSI J. et NONJON M. (2012), « “La participation en kit” : l’horizon funèbre de l’idéal participatif », in Quaderni [En ligne], 79 | Automne 2012, mis en ligne le 5 octobre 2014. URL : <http://quaderni.revues.org/618>
- BOLTANSKI L. et CHIAPELLO È. (2011 (1999)), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard (Tel).
- DEWEY J. (2010a (1927)), *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard (Folio essais).
- DEWEY J. (2010b (1934)), *L’art comme expérience*, Paris, Gallimard (Folio essais).
- DOUCET I. (2015), *The practice turn in architecture. Brussels after 1968*, Farnham and Burlington, Ashgate (Studies in Architecture).
- GIREL M. (2013), « John Dewey, l’existence incertaine des publics et l’art comme “critique de la vie” », in AMBROISE B. et CHAUVIRÉ Ch. (dir.), *Le mental et le social, Raisons Pratiques N°23*, Paris, EHESS.
- JAMES W. (2007(1907)), *Le pragmatisme. Un nouveau nom pour de nouvelles manières de penser*, Flammarion (Champs classiques).
- LE MAIRE J. (2014a), *Lieux, biens, liens communs. Émergence d’une grammaire participative en architecture et urbanisme, 1904-1969*, Bruxelles, Éditions de l’Université de Bruxelles (Architecture, aménagement du territoire et environnement).
- LOLIVE J. (2006), « Des forums hybrides à l’esthétisation des espaces publics », in *Cahiers de géographie du Québec*, Volume 50, N°140, septembre 2006, pp. 151-171.
- LIPOVETSKY G. et SERROY J. (2013), *L’esthétisation du monde. Vivre à l’âge du capitalisme artiste*, Gallimard (Folio essais).
- PIGNARRE Ph. et STENGERS I. (2007), *La sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenvoûtement*, Paris, La Découverte.
- ZASK J. (2003), *Art et démocratie. Peuples de l’art*, Paris, PUF (édition du Kindle).
- ZASK J. (2011), *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Lormont, Les Bords de l’Eau.